

1644.

3

Double no. 3

ARREST
DV CONSEIL

D'ESTAT DV ROY, PAR lequel sa Majesté a deschargé & descharge tous les Beneficiers, Prieurs, Vicaires, Offices Claustraux, & Communautéz Ecclesiastiques payans Decimes : Ensemble les Chappelains non payans Decimes, tant de Prouence, que des autres Generalitez de ce Royaume, de toutes les Assignations qui peuuent leur auoir esté données pour raison du droict d'Amortissement : Faisant defenses aux Commis pour le recouurement dudit Droict, de faire aucune poursuite à l'encontre d'eux pour raison de ce, à peine de tous despens, dommages & interests.

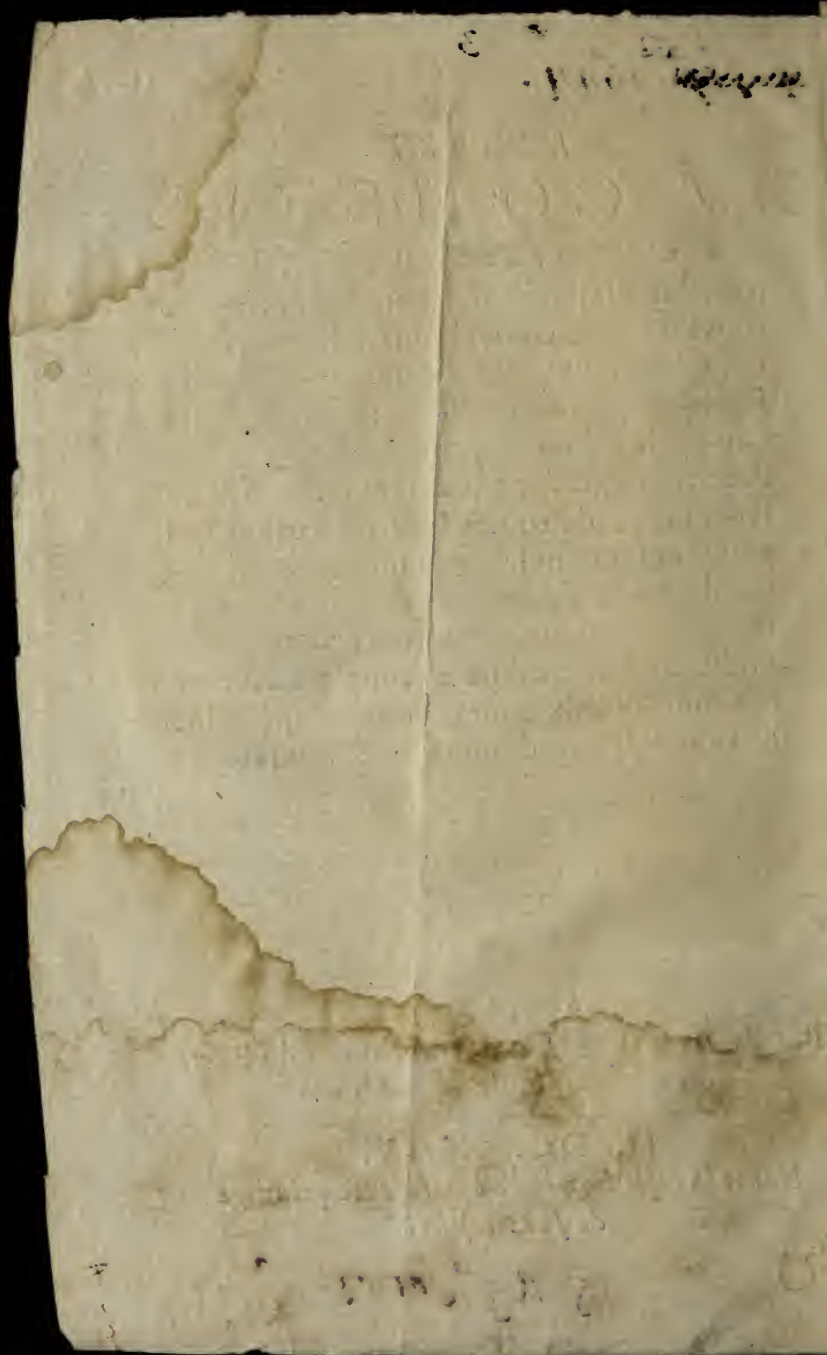


A AIX,
Par ESTIENNE DAVID, Imprimeur du Roy,
du Clergé, & de ladite Ville.

M. DC. XLIV.

*Iouxté la copie imprimée à Paris avec priuilege
de sa Majesté.*

8 A J^r Sar 3 L



LOVYS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, Comte de Prouence, Forcalquier, & Terres adjacentes. A nostre amé & feal Conseiller en nostre Conseil d'Estat le Sieur de Champigny, Intendant de la Iustice & Finances en Prouence. A nos aussi amez & feaux Conseillers en nostre Conseil, & Intendans de la Iustice & Finances de nos Prouinces: Salut. Suivant l'Arrest dont l'extraict est cy-attaché sous le contre-seel de nostre Chancellerie, ce jourd'huy donné en nostre Conseil d'Estat sur la Requeste des Syndics & Deputez generaux du Clergé de Prouence: Nous vous mandons & ordonnons de faire iouyr plainement & paisiblement les Beneficiers, Prieurs, Vicaires, Offices Claustraux, & Communautéz Ecclesiastiques payans Decimes, & les Chapelains non payans Decimes, de l'exemption que nous leur auons mentionnée audit Arrest, & tenir la main à l'exécution d'iceluy, sauf à Me. Jean Martinet & ses Commis, de poursuiure les Fabriques, Tresors, Obits non annexe, Legats, Tables de Purgatoire, Prebendiers, Sociétaires, Confreres, Congregations, & autres Communautéz non payans Decimes, conformément à autre Arrest du 24. Feurier dernier, que nous voulons estre executé selon sa forme & teneur. Commandons au premier nostre Huissier ou Sergent sur ce requis, de faire pour l'exécution desdits Arrests, toutes significations, commandemens, sommations, deffenses, & autres actes & exploicts necessaires, sans autre permission. Et sera adjousté foy comme aux Originaux aux Copies dudit Arrest & des presentes, colla-

tionnées par l'un de nos amez & feaux Conseillers
& Secretaires : Car tel est nostre plaisir. Donné à
Paris le 9. jour de Septembre, l'an de grace 1644.
Et de nostre Regne le deuxième. Signé, Par le Roy
Comte de Prouence en son Conseil, BOVER. Et seellé.

Collationné aux Originaux par moy
Conseiller Secretaire du Roy & de
ses Finances.

Signé, VIGNERON.

DV vingt-septième OÛtobre mil six cens quaran-
te-quatre, à la Requeste desdits Syndics &
Deputez, par nous Huisier en la Cour en force des
Lettres dont la copie est cy-dessus, l'Arrest y mentionné
a esté signifié à Me. François Martin Commis à l'e-
xaction du droict d'amortissement, & faict les def-
fenses portées par iceuy sous les peines y contenues,
parlant à Me. Hercules Boniface Procureur en ladite
Cour, en la maison & personne duquel ledit Martin a
esté son domicile, lequel a requis copie, expediee
la presente par nous,

Signé, BERMOND.



EXTRAICT DES REGISTRES
du Conseil d'Estat.

SVR la Requête présentée au Roy en son Conseil par les Syndics & Deputez generaux du Clergé de Prouence, contenant qu'encores que par le contract fait en l'Assemblée generale tenuë à Mante au mois d'Aoust en l'année 1641. sa Majesté ait deschargé du payement du droict d'Amortissement les Ecclesiastiques, Beneficiers, Communautéz Ecclesiastiques, tant Seculiers que Reguliers, Offices Claustraux payãs Decimes, & les Chapelles & Prestimonies non payans Decimes; Neantmoins les Commis au recouurement desdits droicts d'Amortissement en Prouence, n'auroient laissé de faire plusieurs poursuites à l'encontre d'eux, & fait donner diuerfes assignatiōs pour raison desdits droicts d'Amortissement pardeuant le Sr. de Champigny Intendant de la Iustice en ladite Prouince, auquel lesdits supplians ayans présenté leur Requête tendāte à la descharge desdites assignatiōs, avec deffenses ausdits Commis de les plus poursuiure, à peine de tous despens, dommages & interests, bien qu'il n'y eust aucune difficulté aux conclusions de ladite Re-

queste, apres que de l'Ordonnance dudit Sr.
 de Champigny elle auroit esté communiquée
 à Me. François Martin Commis audit droit
 d'Amortissement, qui auroitourny sa respon-
 se sur icelle, au lieu de leur faire droit diffini-
 tiuement, il auroit renuoyé les patties au Con-
 seil à six semaines. Et d'autant que les termes
 dudit contract sont assez precis & intelligibles
 pour cognoistre que les Beneficiers & Com-
 munautez Ecclesiastiques payans Decimes,
 mesmes les Offices Claustraux, & les Chape-
 lains sont deschargez dudit droit d'Amortif-
 sement, sans les engager aux frais d'une in-
 stance au Conseil, qui leur seroit plus onereuse
 que la taxe mesme: Ils requeroient qu'il pleust
 à sa Majesté sans s'arrester audit renuoy,
 descharger diffinitiuemēt lesdits Beneficiers,
 Prieurs, Vicaires, Officiers Claustraux, & Cō-
 munautez Ecclesiastiques payans Decimes,
 ensemble les Chapelains non payans Deci-
 mes de ladite Prouince, de toutes les assigna-
 tions qui leur pourroient auoir esté données
 pour raison dudit droit d'Amortissement, avec
 tres-expresses deffences au Traittant & à ses
 Commis de les plus inquieter sous pretexte
 d'icelles, à peine de tous despens, dommages,
 & interests. V E V ladite Requête, l'Ordon-
 nance dudit Sr. de Champigny du 18. Aoust
 dernier, par laquelle il auroit renuoyé les par-
 ties pardeuers sa Majesté pour leur estre pour-

ueu, & cependant sous le bon plaisir de sa Majesté, sursis toutes poursuites, executions, & contraintes pour raison de ses droicts d'Amortissement contre lesdits Beneficiers, sauf audit Martin de poursuivre les executions des Arrests du Conseil à l'encontre des Fabriques & Tresors des Eglises, Obits non annexe aux Cures, Legats, Tables de Purgatoire, Prebendiers, Societaires, Confreres, Congregations, & autres Communautéz Ecclesiastiques de pareille generalité, du 24. Feurier dernier. Assignation donnée audit Martin en execution de ladite Ordonnance du 19. desdits mois & an. Et apres que Me. Iean Martinet chargé par sa Majesté du recouurement general desdits droicts, pour ce mandé au Conseil, a esté ouy, & déclaré qu'il n'entendoit faire, ny faire faire aucunes poursuites contre lesdits Beneficiers, Communautéz Ecclesiastiques, Offices Claustraux payans Decimes, ny contre les Chapelains non payans Decimes, deschargez par ledit Contract: mais seulement à l'encontre des Fabriques, Tresors, Obits non annexe aux Cures, Tables de Purgatoire, Prebendiers, Societaires, Confrairies, Congregations, & autres Communautéz non payans Decimes, suivant ledit Arrest du 24. Feurier dernier, aux termes duquel il auoit tousiours entendu se restreindre, suivant & conformément à l'intention de sa Majesté. O v y le rapport du Sieur

d'Hemery: Tout considéré. SA DITE MAJESTÉ EN SON CONSEIL, a deschargé & descharge lesdits Beneficiers, Prieurs, Vicaires, Offices Claustraux, & Communautéz Ecclesiastiques payans Decimes: Ensemble les Chapelains non payans Decimes, tant de ladite Prouince que des autres Generalitez, de toutes les assignations qui peuuent leur auoir esté données pour raison dudit droict d'Amortissement. Faisant deffenses aux Commis employez audit recouurement, de faire aucune poursuite à l'encontre d'eux pour raison de ce, à peine de tous despens, dommages, & intersts. Enjoint audit Sieur de Champigny, & autres Intendans de Iustice des Prouinces, d'y tenir la main, & faire iouyr plainement & entierement lesdits Beneficiers & Communautés Ecclesiastiques payans Decimes; Ensemble lesdits Chapelains non payans Decimes, de l'exemption à eux accordée par sa Majesté, sauf audit Martinet & ses Commis de poursuiure lesdites Fabriques, Treasures, Obits non annexez, Legats, Tables de Purgatoire, Prebendiers, Societaires, Confres, Congregations, & autres Communautéz non payans Decimes, conformément audit Arrest du Conseil du 24. Feurier dernier, lequel sa Majesté veut semblablement estre executé selon sa forme & teneur. Fait au Conseil d'Estat du Roy tenu à Paris, le 9. jour de Septembre 1644. Signé, B O V E R. Et scellé.